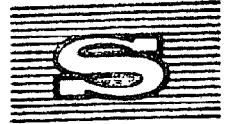


UN LIBRARY

SEP 24 1979



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE

UN/SA COLLECTION



Distr.
GENERALE
S/13548
20 septembre 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 20 SEPTEMBRE 1979, ADRESSEE AU PRESIDENT DU
CONSEIL DE SECURITE PAR LE PRESIDENT DU COMITE SPECIAL
CONTRE L'APARTHEID

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, pour que vous la portiez à l'attention du Conseil de sécurité, une déclaration publiée par le Président du Comité spécial contre l'apartheid le 11 septembre 1979, relativement à la proclamation de prétendue "indépendance" du Venda.

Le Président du Comité spécial
contre l'apartheid,

(Signé) B. Akpörode CLARK

Annexe

Le Président du Comité spécial contre l'apartheid condamne
l'"indépendance" du Venda

M. B. Akpörode Clark (Nigéria), président du Comité spécial contre l'apartheid, a publié aujourd'hui la déclaration suivante :

Au nom du Comité spécial contre l'apartheid, je condamne la proclamation proposée par le régime d'apartheid, le 13 septembre, de prétendue "indépendance" du Venda comme constituant un nouveau crime contre la population africaine d'Afrique du Sud et un grave défi à la communauté internationale.

Je tiens à rappeler qu'à l'unanimité l'Assemblée générale (dans sa résolution 32/105 N du 14 décembre 1977) a dénoncé à nouveau la création de bantoustans comme étant une mesure destinée à consolider la politique inhumaine d'apartheid, à détruire l'unité territoriale du pays, à perpétuer la domination de la minorité blanche et à priver la population africaine d'Afrique du Sud de ses droits inaliénables. Dans cette résolution, l'Assemblée déclarait que la proclamation de prétendue "indépendance" de bantoustans était totalement dénuée de validité et elle réaffirmait les droits inaliénables de la population africaine d'Afrique du Sud dans le pays tout entier. Elle demandait à tous les gouvernements de refuser de reconnaître sous quelque forme que ce soit les bantoustans prétendument indépendants, de s'abstenir d'avoir des rapports quels qu'ils soient avec eux et de ne pas accepter les documents de voyage délivrés par eux, et de prendre des mesures efficaces pour interdire à toutes les personnes physiques, sociétés et autres institutions placées sous leur juridiction d'avoir des rapports quels qu'ils soient avec les bantoustans prétendument "indépendants".

Le Venda est un petit territoire d'environ 700 000 hectares, divisé en deux parties. Selon le régime d'apartheid, il a une population dite de jure de près de 450 000 habitants. Trente-deux pour cent d'entre eux résident en dehors du territoire dans le reste de l'Afrique du Sud. Les trois quarts de la population du territoire vivent, dit-on, de l'agriculture de subsistance. Le bantoustan est si pauvre qu'il est tributaire de dons du régime de Pretoria même pour son budget ordinaire.

Le régime d'apartheid s'est en outre approprié une bande de territoire entre le Vendaland et le Limpopo, pour le priver d'une frontière avec le Zimbabwe.

La population du Venda a une longue tradition de lutte pour la liberté. Le territoire a vu une résistance héroïque des étudiants lors du soulèvement national qui a suivi le massacre de Soweto : plusieurs étudiants ont été tués et un grand nombre emprisonnés.

Malgré l'opposition de la population, le régime d'apartheid, en collusion avec les chefs de tribu sous la direction du chef Patrick Mphephu, a cherché à imposer un simulacre d'indépendance dans le cadre de sa stratégie diabolique.

Aux élections de 1973, le parti de Patrick Mphephu n'a obtenu que 4 des 18 sièges électifs, mais il a été nommé Ministre en chef avec l'appui de 42 chefs de tribu et de village et d'autres membres nommés à la prétendue assemblée législative.

En juillet 1978, lors des élections à l'assemblée élargie de 84 membres, son parti n'a obtenu que 11 des 42 sièges électifs malgré les mesures prises pour intimider les électeurs et malgré les irrégularités électorales commises. Le régime a alors emprisonné plus de 50 dirigeants de l'opposition - y compris 13 membres de l'assemblée et plusieurs candidats qui avaient fait appel contre les irrégularités électorales, ainsi que de nombreux intellectuels - et il a fait en sorte que le chef Mphephu continue à "négocier" comme ministre en chef la prétendue "indépendance".

La proclamation de prétendue "indépendance" du Venda, destinée à créer un territoire dépendant de plus dans une enclave de l'Afrique du Sud et à priver 450 000 Africains de leurs droits inaliénables, est un crime qui doit être dénoncé par la communauté internationale.

Elle montre à l'évidence que tout en donnant de la publicité à ce que l'on a appelé des réformes cosmétiques de l'apartheid, le régime raciste continue inexorablement à appliquer son plan diabolique. Tout retard apporté à l'adoption de mesures efficaces contre l'apartheid, quelle que soit l'excuse invoquée, ne fait que permettre à ce régime de poursuivre ses machinations, risquant fort ainsi de compromettre la paix.
